

Droits et libertés à Hong Kong et Macao en 2017

mardi 17 septembre 2019, par [Union syndicale Solidaires](#) (Date de rédaction antérieure : 15 mai 2019).

Le 1^{er} juillet 1997, le Royaume-Uni rétrocède le territoire de Hong Kong à la République populaire de Chine.

Le pouvoir de Pékin s'engage alors à ne pas remettre en cause les libertés individuelles existant à Hong Kong, dont la liberté d'expression. Il promet également que l'exécutif de Hong Kong ainsi que l'assemblée législative seraient enfin élus au suffrage universel. Vingt et un an après, la réalité est bien différente.

Des problèmes du même ordre existent pour l'île de Macao que le Portugal a restitué à la République populaire de Chine en 1999.

Ce qui suit concerne la seule année 2017, et est emprunté au rapport 2017-2018 d'Amnesty International.(1)

HONG KONG

Une série de mesures récentes prises par les autorités de Hong Kong accroissent les craintes relatives à la liberté d'expression et de réunion pacifique.

- En mars 2017, trois initiateurs du mouvement dit « des parapluies » (2) sont inculpés d'infractions liées à des « troubles à l'ordre public », passibles d'une peine maximale de sept ans d'emprisonnement.
- En juillet, la Haute Cour destitue quatre députéEs favorables à la démocratie. Ils/elles sont accuséEs de ne pas avoir prononcé, lors de leur prestation de serment en octobre 2016, les formules prévues d'allégeance au pouvoir de Pékin.
- En août, la Cour d'appel condamne Joshua Wong, Alex Chow et Nathan Law (4) à respectivement six, sept et huit mois d'emprisonnement pour leur rôle dans une manifestation menée par des étudiantEs en septembre 2014 qui avait déclenché le mouvement « des parapluies ».
- Joshua Wong et Alex Chow sont déclarés coupables en 2016 de « participation à un rassemblement illégal », et Nathan Law « d'incitation à participer à un rassemblement illégal ». Un tribunal de première instance prononce des peines de travaux d'intérêt général ou des peines assorties d'un sursis, mais le parquet fait appel, réclamant des peines plus sévères. Joshua Wong et Nathan Law sont libérés sous caution en octobre, et Alex Chow en novembre, dans l'attente de l'examen de leur recours.

Le Tribunal de district condamne par ailleurs sept policiers à deux ans d'emprisonnement en février pour des violences infligées à un manifestant pendant les manifestations du mouvement « des parapluies ». À la suite de ce verdict, des porte-parole de l'État chinois lancent une campagne orchestrée d'attaques contre le système judiciaire de Hong Kong. L'appel qu'ils ont interjeté était en instance à la fin de l'année 2017.

MACAO

En août 2017, les autorités de Macao empêchent quatre journalistes de Hong Kong d'entrer à Macao pour y faire un reportage sur les dégâts et le travail de nettoyage après le passage du typhon Hato, qui aurait fait 10 morts selon les médias.

En décembre, l'organe législatif de Macao vote la suspension du député démocrate Sulu Sou et la levée de son immunité parlementaire.

Élu en septembre, il est accusé en novembre d'avoir participé à une manifestation pacifique en mai 2016 contre le chef de l'exécutif de Macao.

Notes

1 - Rapport annuel 2017/2018 <https://www.amnesty.org/fr/countries/asia-and-the-pacific/china/report-china/>

2 - En 2014, entre fin septembre et fin décembre, d'importantes manifestations et occupations de lieux publics ont eu lieu à Hong Kong.

Leur but est de s'opposer à la volonté du pouvoir de Pékin de vouloir présélectionner le candidatEs à l'élection du chef de l'exécutif de la région de Hong Kong.

Les manifestantEs s'étaient équipées de parapluies pour se protéger des gaz lacrymogènes, d'où le nom de « mouvement des parapluies ». Les trois personnes inculpées sont les universitaires Benny Tai et Chan Kin-man, ainsi que le pasteur protestant Chu Yiu-ming.

4 - Joshua Wong, Alex Chow et Nathan Law sont trois animateurs de Demosisto.

P.-S.

Revue internationale de l'Union syndicale Solidaires pages 235-236 (Syllepse, mai 2019)

https://www.syllepse.net/chine-_r_64_i_766.html